

1 · Risques liés à l'endettement | L'endettement des sociétés non financières a progressé très rapidement alors qu'elles faisaient face à un choc de trésorerie de très grande ampleur. Elles sont exposées à un risque de solvabilité accru en lien avec la détérioration du contexte économique.

Dans un effet de second tour, la dégradation de la qualité des actifs pourrait peser sur la rentabilité des banques et des investisseurs institutionnels. Dans le contexte d'un fort ralentissement de l'activité, les stabilisateurs automatiques ainsi que les mesures de soutien budgétaire ont aggravé le déficit public et contribuent à une hausse rapide de la dette publique, très au-delà des engagements pris dans le cadre du Pacte de stabilité européen, lequel a été suspendu. Compte tenu du niveau d'endettement des ménages, leur charge de remboursement restera élevée. En cas de hausse importante du chômage, les ménages pourraient voir leur solvabilité se détériorer.

2 · Risques de marché | Après une correction et de très fortes tensions de marché, en particulier sur la liquidité et les marchés de dette à court terme, les interventions publiques, dont celles des banques centrales, et la perception d'une amélioration de la crise sanitaire avec une sortie progressive du confinement ont favorisé un rebond de grande ampleur et très rapide des cours. La baisse marquée des bénéfices attendue pour l'année 2020 et l'incertitude sur la vigueur de la reprise économique ne permettent pas d'exclure une nouvelle correction sur les marchés actions tandis que les marchés obligataires (crédit) pourraient à nouveau se tendre suite à une hausse marquée des dégradations de notation et/ou une augmentation des défauts. De tels épisodes seraient probablement accompagnés d'un rebond de la volatilité voire d'un nouveau choc de liquidité.

RISQUES LIÉS À L'ENDETTEMENT



RISQUES DE MARCHÉ



MATRICE DES RISQUES DU SYSTÈME FINANCIER

JUIN 2020

RISQUES LIÉS AUX CHANGEMENTS STRUCTURELS



RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT DURABLEMENT BAS POUR L'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE



4 · Risques liés aux changements structurels | La crise accélère les besoins de transition en termes de digitalisation, ce qui invite les acteurs traditionnels à faire évoluer leur offre et leur mode de fonctionnement, dans un climat de compétition très soutenu. La prise en compte des enjeux climatiques, pour bien accompagner la transition vers une économie bas carbone, apparaît de plus en plus urgente. Le risque d'une fragilisation du secteur financier liée à une réponse insuffisante ou inadéquate à ces défis structurels persiste.

3 · Risques de taux d'intérêt durablement bas pour l'intermédiation financière | L'environnement désormais généralisé de taux d'intérêt durablement bas, s'il bénéficie aux emprunteurs, va continuer de peser sur :
 – la profitabilité future des banques, dont la rentabilité de l'activité de crédit pâtira de l'aplatissement de la courbe des taux ; dans l'immédiat, les conditions de refinancement auprès de l'Eurosysteme (à taux négatifs pouvant atteindre -1%), conjuguées au mécanisme de tiering de taux, devraient atténuer les effets des taux bas sur leurs marges ;
 – les assureurs-vie qui voient leur contraintes de gestion actif-passif se renforcer alors que le rendement de leurs portefeuilles d'actifs poursuit son érosion progressive.

La couleur représente le niveau du risque à « dire d'expert » reflétant sa probabilité de matérialisation et son impact systémique potentiel. La flèche indique l'évolution du risque au cours des six prochains mois.



Risque systémique



Risque élevé



Risque modéré